

Subsides

Nous n'avons pas le droit de laisser tomber nos concitoyens dans une telle situation, alors qu'ils ont fait tant d'efforts, de sacrifices et d'investissements. Peu de Canadiens travaillent d'une façon aussi acharnée, aussi intense, en y consacrant un grand nombre d'heures de travail, que les producteurs de lait. Je ne fais pas de comparaison avec d'autres producteurs, mais ces gens-là ont du cœur au ventre et méritent sûrement plus qu'un coup de pied dans le derrière pour le genre de travail et les efforts qu'ils font.

● (1640)

[Traduction]

M. Whelan: Monsieur le président, on a beaucoup parlé de l'industrie laitière. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, le député d'Elgin fait généralement des propositions très constructives, mais j'espère qu'il a fait des remontrances au député de Brome-Missisquoi qui, si je ne m'abuse, est le critique de l'opposition officielle en matière de consommation. En effet, ce dernier m'a dit ici même, à la Chambre, que j'avais donné trop d'argent aux producteurs laitiers du Canada. J'espère que le député lui a dit ce qu'il pensait de cette déclaration.

Je me demande également, monsieur le président, quelles sont les sources d'information du député. L'une d'elles est le *Journal d'Ottawa*. Je sais que celui-ci rapporte souvent ses propos mais rarement les miens. Nous connaissons tous le penchant de ce périodique de la presse libre qu'on appelle le *Journal d'Ottawa*. Si le député obtient ses renseignements auprès de ce journal digne de foi—enfin, je ne voudrais lui lancer trop de fleurs, aussi en resterai-je là.

Le député a également parlé des entretiens quelque peu controversés qui ont eu lieu entre l'ex-président de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires et moi-même. D'aucuns s'en sont peut-être inquiétés, mais ces entretiens ont eu des résultats très positifs, à mon avis. Les Canadiens n'ont jamais été mieux informés du prix des aliments, de la production alimentaire et ainsi de suite. Tout au long de ma longue carrière à la Fonction publique, avant d'être élu député, personne ne se préoccupait beaucoup des problèmes alimentaires, mais aujourd'hui, tout le monde en parle.

Nous avons effectué une enquête officielle au Canada sur ce que pensent les gens de la production alimentaire, et la majorité des Canadiens sont d'avis que nous devrions avoir une économie agricole forte. Selon eux, les observations du ministre de l'Agriculture suffisent à le prouver. Je ne me souviens pas d'avoir entendu le député le dire, mais j'ai vu un exemplaire de la déclaration qu'il comptait faire sur la place de chacun à la 31^e législature. S'il le croit vraiment, je puis lui montrer un sondage qui lui fera dresser les cheveux sur la tête et qui donne une idée de ce que pensent les gens des mesures du gouvernement dans le domaine de la production alimentaire, de ce qu'il fait pour l'agriculture en général et des mesures qu'ils aimeraient lui voir prendre.

Le député a parlé de la politique laitière. Bien des gens ont dit que c'est de ma faute si le gouvernement a versé trop d'argent aux producteurs laitiers du Canada, ce qui a entraîné une surproduction. Aucun des porte-parole des partis de l'opposition ne m'a fait de tels compliments aujourd'hui; ils se sont contentés de me critiquer vertement pour les mesures que j'ai prises ou que je n'ai pas prises.

Lorsqu'on parle d'industrie laitière, il faut voir les choses en face. L'accord actuellement en vigueur a été proclamé par les producteurs laitiers du pays. Ils sont parmi les plus efficaces au monde. Nous avons élaboré avec eux une politique dans le cadre de laquelle ils acceptaient

[M. Fortin.]

d'être tous partenaires et de se charger, ensemble, de vendre l'excédent de production sur les marchés internationaux. Nous ne leur avons pas imposé cette politique. Elle a été élaborée après maintes réunions et consultations avec les producteurs laitiers, qui l'ont approuvée. Pour répondre au député d'Elgin, je dirai que jamais dans notre histoire un groupe quelconque n'a bénéficié de consultations aussi suivies que les producteurs laitiers avec lesquels nous avons cherché une politique laitière stable et avantageuse pour eux. Les faits sont là.

● (1650)

Le député de Timiskaming a mentionné le voyage que le premier ministre a effectué en Europe pour essayer d'établir un lien contractuel, et la possibilité que nous importions 10 p. 100 de notre consommation fromagère. Il n'y a pas que l'Europe qui nous vende des fromages. Nous en importons de vingt-six pays, si ma mémoire est fidèle. Et comment pourrions-nous vraiment en fabriquer plus de 75 p. 100? Pour 25 p. 100, les fromages nous arrivent par quantités si petites, si infinitésimales qu'aucun producteur canadien ne se donnera la peine de s'équiper pour les fabriquer. Il n'y trouverait pas son profit. Aucun de nos producteurs ne veut le faire, ils me l'ont dit eux-mêmes, parce qu'ils n'arriveraient pas à rendre l'opération rentable.

Lorsque nous avons fixé un contingent de 50 millions de livres à l'importation des fromages, les producteurs laitiers et l'industrie fromagère se sont réjouis: Bonne initiative, ont-ils dit, maintenant nous saurons en fonction de quoi il faut nous organiser. Même en fermant la porte complètement aux fromages étrangers, nous n'arriverions pas à écouler 20 p. 100 de nos excédents. Le député prétend que cela serait un pas dans la bonne voie. Je n'ai aucune honte à dire que je n'ai pas voulu recommander qu'on ferme la porte à toutes les importations de fromage car je sais que nous ne pourrions pas fabriquer ici ne serait-ce qu'une partie seulement des fromages que nous importons. Nous négocions actuellement à propos des importations de fromages qui bénéficient dans leur pays d'origine de soutien de prix et de subventions. Les États-Unis ont obtenu sur ce plan de bons résultats. Ils n'importent plus de fromages qui bénéficient de subventions ou d'aides importantes.

On nous reproche notre politique laitière. Beaucoup de gens affirment qu'elle est trop restrictive. La politique laitière des États-Unis l'est encore plus et pourtant les gens considèrent ce pays comme une grande nation commerçante. Nous n'avons pas à nous sentir coupable quand nous suggérons de négocier avec les pays qui subventionnent le fromage ou en soutiennent le prix. Je pourrais vous faire voir des fromageries de l'Ontario et d'autres régions du Canada qui ont de vrais vendeurs. Ils font beaucoup de publicité à leurs produits. Ils ont accru leur productivité de 22 p. 100 et leurs ventes également de 22 p. 100 en 1975. Vérifiez auprès des établissements qui prennent de telles initiatives et vous verrez que leurs ventes n'ont pas diminué. Au contraire, leurs ventes ont augmenté au Canada dans la même mesure que la vente de fromages importés a progressé.

Un homme me disait l'an dernier qu'il ne savait pas comment il aurait pu s'en tirer sans la grève des Postes. Devant mon étonnement curieux il m'a expliqué qu'il ne pouvait remplir toutes ses commandes postales de fromage. Il m'a affirmé en avoir expédié jusqu'à 100,000 paquets et que l'an dernier il en avait expédié 122,000. C'est surtout durant le temps des Fêtes qu'il expédie le plus de fromage par la poste. C'est dans ce genre de chose que nous ratons le coche au Canada. Nous ne vendons pas nos fromages